



**FORUM INTERNATIONAL SUR LES INTERFACES
ENTRE SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES**

Argentine et Uruguay, 20-24 février 2006

www.unesco.org/shs/ifsp

RAPPORT FINAL

RAPPORT SYNTHÉTIQUE SUR LE THEME DE L'ARTICULATION ENTRE POLITIQUES ET SCIENCES SOCIALES

Sur la base des travaux du Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, 20-24 février 2006, Argentine et Uruguay

Remarque préliminaire

Section 1 : Introduction

- Rigueur de la recherche, efficacité de l'action
- Un espace innovant pour un dialogue d'un genre nouveau
- Cinq axes thématiques

Section 2 : L'articulation entre politiques et sciences sociales : réussites et défis pour l'avenir

- Les défis contemporains imposent la nécessité de redéfinir l'interface entre politiques et sciences sociales
- Cas pour lesquels l'articulation existe et s'est concrétisée
- Identification des problèmes et des obstacles à l'articulation entre politiques et sciences sociales
- Pistes pour réduire la fracture entre politiques et sciences sociales

Section 3 : Conclusions

Déclaration de Buenos Aires en faveur d'une nouvelle approche des interfaces entre politiques et sciences sociales

Remarque préliminaire :

Ce rapport établi sur la base des travaux et résultats des cinq jours du Forum met l'accent sur l'articulation existante entre politiques et sciences sociales, sur les obstacles qui l'entravent et sur les pistes pour combler le fossé qui sépare ces deux domaines. Toutefois, de par leur richesse et leur diversité, les résultats du Forum feront l'objet d'un travail plus approfondi de restitution et de distribution dans un futur proche.

Section I - Introduction

Rigueur de la recherche, efficacité de l'action

1. La première société véritablement mondiale que l'histoire humaine ait connu se trouve confrontée à des défis majeurs. Ce sont sa nature, son potentiel démocratique, voire sa survie, qui sont en jeu. Pourtant, alors même qu'on a besoin de capacités d'action accrues, la confiance semble faire défaut, tant dans la connaissance des défis, que dans la capacité à y faire face. L'urbanisation sauvage, des pandémies nouvelles, une mondialisation incontrôlée, la pauvreté et la faim à une échelle massive – peut-on simplement les observer avec fatalisme, comme si manquaient à la fois la connaissance des mécanismes et la capacité de les infléchir ?
2. Répondre par la négative implique un défi aussi bien pour l'action publique que pour les sciences sociales. Seule une analyse rigoureuse des dynamiques sociales peut contribuer à doter les décideurs publics – ou ceux qui, au sein de la société civile, aspirent à influencer l'action publique – des moyens de déterminer pourquoi des réformes bien intentionnées peuvent échouer ; quels pourraient être les effets d'une action envisagée ; comment poursuivre des objectifs socialement désirables. À l'inverse, le déficit de connaissances laisse le champ libre aux préjugés, aux dogmes, au « bon sens » fallacieux.
3. Le problème n'est pas inextricable. Certes, les chercheurs et les décideurs posent des questions différentes, suivent des calendriers différents, sont évalués selon des critères différents. Ils ne s'en rapportent pas moins à la même société. Les connaissances que cherchent les sciences sociales sont précisément celles dont l'action publique a besoin si elle veut être efficace et démocratiquement comptable.
4. L'objectif du programme de l'UNESCO sur la Gestion des Transformations Sociales (le programme MOST) est de combler le fossé entre sciences sociales et politique. Il s'agit de donner sens aux préoccupations politiques du point de vue des sciences sociales, tout en mettant les connaissances produites par les sciences sociales à la portée de l'action publique. Cela suppose de nouvelles modalités de traduction, avec les espaces novateurs qui les rendent possibles.
5. Sous l'égide du programme MOST, le Forum International sur les Interfaces entre Politiques et Sciences Sociales aura ouvert des pistes nouvelles en matière de relations entre recherche en sciences sociales et action publique. Organisé conjointement avec les gouvernements argentin et uruguayen, les villes et universités de Buenos Aires, Córdoba, Montevideo et Rosario, avec le soutien de nombreux partenaires

universitaires, politiques et associatifs, le Forum a offert un espace innovant ouvrant sur un dialogue d'un genre nouveau entre sciences sociales et politique, à la recherche d'un langage commun et d'une mission partagée.

Un espace innovant pour un dialogue d'un genre nouveau

6. Le Forum International sur les Interfaces entre Politiques et Sciences Sociales, qui s'est tenu du 20 au 24 février 2006 dans les villes de Buenos Aires, Córdoba, Rosario et Montevideo, avait pour objectif d'explorer dans ses diverses dimensions thématiques et régionales le point d'articulation entre politiques publiques et recherches en sciences sociales, ainsi que de proposer des pistes pour combler le fossé existant entre ces deux domaines.
7. Les 99 ateliers, 5 réunions et événements de haut niveau, et 2 réunions techniques qui ont été réalisés lors du Forum ont réuni près de 2000 participants venus de 80 pays. Parmi eux figuraient treize ministres du développement social et de l'éducation d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, cinq secrétaires généraux d'organisations régionales, de nombreux représentants de gouvernements et d'autorités locales, des étudiants, des professeurs d'universités et des maîtres de conférences, des opérateurs de projets et des membres de la société civile.
8. Dans le but de rendre compte de l'ensemble des travaux menés lors du Forum, l'UNESCO a mis en place un système novateur de restitution pour chaque atelier, événement ou réunion technique, consistant en un dispositif expérimental d'information quasiment en temps réel. Ce système a permis notamment de présenter lors de la session de clôture du Forum un rapport synthétique des travaux et des résultats obtenus.
9. Les débats, qui ont permis d'identifier et d'analyser les problèmes relatifs au lien de coopération mutuelle entre politiques et sciences sociales, s'articulaient autour de cinq thèmes centraux traitant des principales problématiques qui caractérisent la réalité contemporaine et qui posent de nouveaux défis à nos sociétés en Afrique, en Amérique, en Asie, en Europe et dans les Pays Arabes: dynamiques et problèmes mondiaux, politiques sociales, population et migrations, intégrations régionales, et politiques urbaines et décentralisation.
10. Le Forum aura permis d'atteindre trois objectifs essentiels, dont les détails sont présentés dans la section principale du présent rapport. Premièrement, il a permis d'établir un diagnostic sur l'articulation entre politiques et sciences sociales, et d'identifier ses forces et ses faiblesses de manière comparative et transversale aux cinq axes thématiques. Deuxièmement, il a permis de mettre en évidence un certain nombre de problèmes qui freinent ou paralysent la création de l'interface entre politiques et sciences sociales. Sur la base de ce diagnostic, le Forum a formulé des recommandations stratégiques destinées à combler le fossé existant entre les deux domaines.
11. Enfin, en vue de contribuer à la création, au renforcement et au maintien de mécanismes d'articulation entre responsables politiques, chercheurs en sciences sociales et acteurs du développement, le Forum a décidé d'adopter une Déclaration.

Cette dernière appelle à la création d'espaces de dialogue permanents et innovants, au renforcement des espaces existants, et à la création de nouveaux réseaux, en particulier au niveau régional et en connexion avec les mécanismes de dialogue déjà existants, tels que les Forums des Ministres du Développement Social.

Cinq axes thématiques

12. Les ateliers des cinq axes thématiques ont expressément tenu compte de l'interface entre la recherche en sciences sociales et la formulation de politiques. La présence de décideurs politiques, de chercheurs et de représentants d'ONG et de la société civile aura permis de développer un nouveau type de coopération entre les sciences sociales et l'action publique dans le but d'apporter de meilleures réponses aux défis contemporains.
13. Dans le cadre du thème "Dynamiques et problèmes mondiaux" ont été abordés la nature et l'impact de la mondialisation, en termes, par exemple, de commerce, de finance, des technologies d'information, de migrations internationales, de travail, d'emploi et de pauvreté. Les participants ont par ailleurs cherché à dégager les pistes menant vers une meilleure gouvernance globale, s'agissant notamment des règles et normes internationales, du rôle des organisations internationales, de l'État, des institutions régionales ou encore des organisations de la société civile.
14. Le thème "Politiques sociales" a mis l'accent sur l'analyse des réussites et des échecs, au niveau des politiques, de l'utilisation de la connaissance en sciences sociales dans des domaines tels que l'élimination de la pauvreté, l'intégration sociale, la santé, l'assurance sociale, le logement, l'emploi, l'éducation et les politiques urbaines et territoriales.
15. Dans le thème "Population et migrations" ont été abordées les principales questions soulevées par les migrations contemporaines : migrations forcées et asile, mondialisation et transnationalisation des vies et des identités des migrants, impact culturel et environnemental des flux migratoires, tendances démographiques, cadre légal des migrations et droits des migrants, coopération intergouvernementale et régionale dans l'élaboration des politiques migratoires, et scénarios pour l'avenir des migrations.
16. Le thème "Intégrations régionales" a permis d'aborder en profondeur des sujets tels que les origines de la résurgence de l'intégration régionale, les différents modèles d'intégration, les cas concrets de réussites et d'échecs, les stratégies de rééquilibrage entre les dimensions économiques et sociales de l'intégration régionale et les relations entre les plans d'intégration nationale et régionale.
17. Le thème "Politiques urbaines et décentralisation" a permis d'analyser les expériences de nombreux territoires en recomposition. Ont été abordés les principaux défis de cette recomposition (instruments de planification, intégration territoriale, insertion socio-économique, démocratie et citoyenneté locales, actions municipales) et les principales réponses qui peuvent être apportées (concertation, développement d'instruments juridiques, qualité des espaces publics, augmentation des capacités analytiques, expertise et intervention novatrices des professionnels).

Section II - L'articulation entre politiques et sciences sociales : réussites et défis pour l'avenir

Les défis contemporains imposent la nécessité de redéfinir l'interface entre politiques et sciences sociales

18. Les nouvelles réalités induites par l'existence de la première société mondiale obligent à redéfinir depuis l'objet d'étude des sciences sociales jusqu'aux pratiques des responsables des politiques publiques. La dynamique de la société mondiale et sa complexité nécessitent un effort commun de la part des chercheurs et des décideurs politiques pour identifier les problèmes qu'elle génère et proposer des alternatives d'action adéquates.
19. Du fait de la complexité du champ des politiques sociales, la nécessité pour ces dernières de s'appuyer sur des études et des recherches issues des sciences sociales apparaît comme une nécessité partagée par toutes les régions représentées à ce Forum.
20. La présence au Forum de décideurs politiques, de chercheurs et de représentants d'ONG a permis de souligner la nécessité de définir une coopération d'un genre nouveau entre les sciences sociales et l'action publique, dans le but d'apporter de meilleures réponses aux défis actuels. Á cet égard, les ateliers et les interventions se sont articulés principalement autour de deux axes :
 - La nécessité et le défi d'analyser et d'identifier des *nœuds ou points de connexion* entre les chercheurs et les décideurs politiques à partir, d'une part, de la difficulté que rencontrent les responsables de politiques pour accéder à une information fiable, pertinente et efficace ; et, d'autre part, à partir de la difficulté pour les chercheurs de produire une information opportune et pertinente pour le développement de programmes et de politiques publiques concrets.
 - Dans cette perspective, la plupart des ateliers et des interventions proposés sont partis d'expériences concrètes de politiques publiques étroitement liées à des programmes sociaux, culturels et environnementaux, dans lesquelles se dessinent quelques points d'articulation entre les deux domaines -- le politique et le scientifique. Les expériences présentées lors du Forum sont issues de pays et de régions tels que : la Russie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Chili, les Caraïbes anglophones et la Nouvelle-Zélande.
21. Il importe par ailleurs de souligner que dans un contexte de mondialisation, la présence de nouveaux problèmes sociaux de dimension internationale (migrations, VIH/SIDA, violations des droits de l'homme, réseaux de pornographie infantile et d'exploitation sexuelle, etc.) engage à la définition de politiques sociales internationales et, dès lors, à leur diagnostic quantitatif et qualitatif.

Cas pour lesquels l'articulation existe et s'est concrétisée

22. La création d'une interface entre acteurs des sciences sociales et décideurs politiques comme élément essentiel et catalyseur du développement figure au centre de

nombreuses expériences qui ont été couronnées de succès, tant aux niveaux institutionnel et gouvernemental que dans le cas plus novateur des organisations citoyennes. Le Forum a été l'occasion de mentionner certaines expériences dont la réussite a été unanimement saluée, ainsi que de porter à la connaissance des acteurs en présence les éléments de nouveauté sur la question.

23. A été reconnu en premier lieu le rôle des laboratoires de pensée (*think tanks*) dans le lien entre connaissance et prise de décisions politiques. L'importance et la qualité de ce lien sont d'une certaine manière liées au type d'institution incluse dans cette catégorie, qui comprend depuis les centres de recherche privés et les fondations qui développent des études autour des partis politiques et des groupes économiques, jusqu'aux organisations qui plaident pour des intérêts sectoriels ou des groupes spécifiques. Les fonctions de ces centres sont au nombre de quatre :
 - a. La diffusion ;
 - b. La légitimation des politiques ;
 - c. La création de réseaux de savoirs ;
 - d. Le soutien à des politiques spécifiques.
24. Comme on peut le voir, les liens entre savoirs et société promus par ce type d'institutions ont des caractéristiques différentes de ceux qui s'établissent avec des institutions comme les universités, non seulement en termes de qualité scientifique et de diversité thématique, mais aussi en vertu du type d'intérêts qui participent de la définition de l'articulation.
25. Certaines expériences spécifiques d'organisations ou de forums auxquels participent des acteurs politiques et/ou des personnalités issues des sciences sociales – tout au moins dans certaines régions du monde – ont permis avec succès d'établir des liens entre recherche sociale et politiques publiques, comme c'est le cas pour Imbizos en Afrique du Sud, les Conseils Régionaux de Queensland en Australie, ou encore les budgets participatifs dans diverses municipalités du Brésil.
26. Des expériences positives ont également eu lieu lorsque des ONG intègrent des fonctionnaires publics et des représentants de la société civile (entrepreneurs, directeurs de médias, etc.) au sein de leurs directoires et de leurs comités d'action, pour que la réflexion sur les problèmes sociaux à affronter s'articule à partir des sciences sociales et des décisions politiques (il existe plusieurs exemples latino-américains au Brésil, en Équateur, au Chili et au Pérou).

Identification des problèmes et des obstacles à l'articulation entre politiques et sciences sociales

27. Si les paragraphes précédents font état de l'existence d'une articulation opérant de manière effective, tout au moins dans certaines régions du monde, il importe néanmoins de souligner que les scientifiques sociaux et les responsables politiques agissent principalement selon des trajectoires non seulement indépendantes, mais de plus contradictoires.

28. Un débat s'est ouvert quant au degré d'indépendance que les scientifiques sociaux doivent ou peuvent conserver vis-à-vis du pouvoir politique dans diverses circonstances. Alors que certains évoquent les possibles contraintes financières partisans et idéologiques dont peut souffrir le recherche scientifique de la part des gouvernements une fois l'articulation établie, d'autres considèrent que les sciences sociales peuvent être suffisamment financées sans perdre d'indépendance.
29. Un désaccord existe quant au rôle du scientifique social dans l'élaboration des politiques. Alors que pour certains son rôle devrait se concentrer exclusivement sur l'explication des causes, du contexte, et sur l'évaluation des effets des politiques tout en demeurant à l'écart de la mise en œuvre, d'autres estiment qu'il est important que celui-ci s'engage dans la formulation et la gestion des politiques. Les raisons qui sous-tendent cette divergence dans l'interprétation du rôle du chercheur sont nombreuses. On peut signaler entre autres les différentes "éthiques" implicites à chaque profession, l'expérience, ou encore la viabilité politique des décisions techniques.
30. D'une part, il existe des champs d'investigation encore inexplorés alors même qu'ils portent en eux des problèmes prioritaires pour nos sociétés. A moins que les décideurs et responsables politiques formulent une demande concrète, les sciences sociales ne tiennent pas compte de ces priorités dans leur agenda, pour des raisons telles que le légitime principe d'autonomie de la recherche ou le manque de financements adéquats, mais aussi en raison des temps et des délais différents qui caractérisent les mondes académique et politique. Enfin on observe également une certaine méfiance de la part du monde académique vis-à-vis des responsables politiques (un scepticisme quant à la possibilité de communiquer de manière fructueuse avec les spécialistes et les acteurs publics transparait notamment de propos affirmant que la politique contamine la science), méfiance qui n'empêche pas que les chercheurs en sciences sociales formulent des revendications unilatérales et fassent souvent preuve d'un manque d'ouverture au dialogue.
31. D'autre part, il existe des thèmes de recherche pour lesquels un niveau élevé de connaissances a été atteint, sans pour autant que les résultats produits soient pris en compte – si ce n'est de manière marginale et partielle – par les responsables politiques. Ceci illustre le scepticisme quant à la propension des décideurs politiques à tenir compte des résultats des travaux de recherche en sciences sociales. Soumis à des sollicitations et à des revendications qui appellent des réponses à court terme, les responsables politiques rencontrent de sérieuses difficultés dans l'utilisation de recherches qui répondent à des rythmes différents. Aussi, les contraintes du calendrier électoral ainsi que les exigences de communication induites par la culture politique globale représentent des obstacles à l'utilisation des résultats scientifiques et posent la question de la viabilité politique des décisions techniques et des résultats de la recherche.
32. Ce décalage à la fois thématique et temporel produit pour les sciences sociales une difficulté à assurer leur intelligibilité, et constitue une entrave à la création d'une articulation solide et effective si l'on exclue l'utilisation instrumentale de la consultation, dont les résultats manquent parfois de rigueur scientifique afin de répondre aux besoins des commanditaires). Les travaux du Forum ont justement mis en évidence l'existence de problèmes et de domaines spécifiques qui requièrent l'attention et la contribution des sciences sociales.

33. On a souligné par exemple l'importance de l'action collective et de la participation citoyenne en tant que sources de phénomènes novateurs qui, malgré un fort impact sur la société, n'ont été que peu traitées par les sciences sociales. La question de l'environnement représente un champ exemplaire de ce décalage entre les pôles académique et politique, dans la mesure où l'absence d'articulation provoque un manque de pensée stratégique. On peut souligner le rôle fondamental qu'auraient à jouer les organismes internationaux: d'une part dans l'élaboration de politiques de développement national, en mettant l'accent sur l'importance d'incorporer aux diagnostics les stratégies et la mise en oeuvre des politiques; d'autre part dans le renforcement du lien entre université et politiques publiques, notamment dans le financement et l'impulsion de la production de connaissances orientées vers une pensée stratégique.
34. L'absence d'un travail approfondi entre chercheurs et responsables politiques peut engendrer des conséquences importantes et des erreurs d'approche stratégique, tant dans la mise en oeuvre des politiques que pour la définition d'axes de recherche réellement pertinents. D'où la nécessité d'établir un agenda commun entre les deux secteurs. Une coïncidence des agendas respectifs peut se traduire par la prise en compte des résultats scientifiques par les décideurs. Ceci permet par exemple à certains pays africains de gérer des épidémies. Dans ce cas, des synergies positives pour la mise en oeuvre des politiques ont été créées au travers de l'engagement communautaire.
35. Les sciences sociales peuvent offrir des avancées notables dans des domaines d'application concrète. Un exemple intéressant relevé par les travaux du Forum renvoie à la création de cadres d'analyse novateurs permettant de mettre en cause des politiques publiques partiellement ou totalement erronées. Cette question a été soulevée à propos de la santé et de l'éducation, considérées comme des services sociaux et administrés comme des biens publics alors même qu'une partie de la communauté politique – dans diverses régions du monde – considère l'eau et l'énergie comme un commerce à part entière. Les services publics d'eau potable et d'énergie qui agissent directement sur la santé génèrent des externalités positives et constituent ainsi des services sociaux. Un cadre critique novateur de ce genre permet de repérer les politiques erronées et peut contribuer à inverser les tendances, au travers d'une action citoyenne participative et transparente.

Pistes pour combler le fossé entre politiques et sciences sociales

36. Le Forum se fixait pour but de recouvrir cette dichotomie en vue de contribuer à réduire la distance entre les pôles. Les travaux du Forum ont permis d'identifier des pistes à explorer pour sortir de cette impasse et de formuler des recommandations politiques claires.
37. Tout d'abord, il existe un consensus quant au manque d'outils scientifiques permettant de comprendre les processus engendrés par et dans la mondialisation, laquelle produit des problématiques auxquelles les décideurs politiques doivent répondre rapidement. Un autre consensus porte sur l'insuffisance de l'outillage conceptuel à la disposition des chercheurs en sciences sociales pour enregistrer les phénomènes nouveaux et

changeants générés par la mondialisation. A cet égard, l'accent a été mis sur la nécessité de développer la recherche empirique des cas concrets d'innovation. Enfin, une critique a été formulée à l'encontre des recherches sans prise avec la réalité et qui ne répondent pas aux exigences du contexte.

38. De même, les processus complexes de transformation que vivent les sociétés actuelles ainsi que leurs impacts sur les divers éléments de la vie sociale engagent les sciences sociales à faire l'effort de définir de nouveaux paradigmes qui soient utiles pour la mise en œuvre des politiques. De là, l'accord sur la nécessité de repenser la portée et le sens des catégories disponibles et d'en inventer, peut-être, d'autres plus adéquates, attachées à la nécessaire production de théorie au cours de la recherche empirique. Par exemple, dans le cas du thème de la famille, il a été soutenu que les politiques de production d'information et d'intervention sociale restent biaisées par le modèle de la famille nucléaire traditionnelle. A également été signalé le manque d'approches en termes de genre dans les politiques sectorielles mises en œuvre, et aussi dans les travaux académiques.
39. Il a été recommandé aux scientifiques de produire des efforts pour améliorer la transmission de leurs connaissances aux autorités publiques, par le biais d'un langage direct et précis. Jusqu'à présent, il leur a été difficile de communiquer les découvertes scientifiques du fait des "langages" et des délais inhérents à chaque domaine. Un lien effectif peut être assuré par les équipes techniques des différents ministères, dans la mesure où ces dernières sont supposées compétentes dans l'élaboration des politiques et dans la compréhension des avancées scientifiques. Les équipes techniques gouvernementales seraient chargées de véritablement traduire les avancées scientifiques en politiques programmatiques.
40. D'autre part, l'attention a été portée sur la nécessité de surmonter l'obstacle technique de l'accès aux résultats de recherche en sciences sociales, tant pour l'accès matériel qu'au niveau du format et du langage. Faciliter l'accès aux résultats scientifiques constitue donc la première piste à explorer, notamment à travers le développement de systèmes informatiques qui connectent de manière simple les décideurs politiques aux documents scientifiques intégraux ainsi qu'à des versions condensées de ceux-ci (*policy briefs*). Il apparaît donc nécessaire de produire une nouvelle méthodologie pour la diffusion des résultats issus de la recherche en sciences sociales. La recommandation politique corrélative consiste à œuvrer au développement d'un système informatique abouti – par exemple, dans le cadre du Programme MOST – qui facilite l'articulation entre politiques et sciences sociales.
41. L'utilisation de tels systèmes impliquerait comme mesure corollaire et nécessaire la construction de réseaux de connexion entre ceux qui produisent les savoirs et ceux qui y ont recours. Ces réseaux – ce Forum étant le premier exemple valide – organiseraient des rencontres qui connectent directement chercheurs et décideurs politiques. Ainsi apparaît la nécessité d'œuvrer à la construction d'une base de données mondiale des organisations liées aux politiques publiques, afin d'améliorer la communication entre celles-ci et dans la perspective de construire un réseau qui facilite l'échange de savoirs et d'expériences.
42. Les centres universitaires seraient ainsi le lieu privilégié pour refonder l'articulation à travers l'établissement d'agendas de recherche liés aux problématiques locales et

nationales. Ceci pose la question de la nécessaire coordination des agendas. Sur ce point, il est apparu nécessaire que ces institutions – qui dans de nombreux cas nationaux sont à la pointe de la recherche en sciences sociales – se renforcent, se dynamisent et s'autonomisent pour former des intellectuels doués de capacité critique et à même de profiter de l'énorme capacité de ces centres producteurs de savoirs pour développer un lien plus étroit entre science, politiques et changement social.

43. Il a été par ailleurs recommandé de renforcer la coordination régionale dans le domaine des politiques sociales. La nécessité a été soulignée d'élaborer des plans et des évaluations communs et de faciliter le contact avec les centres de recherche à même de collaborer dans ce sens ; c'est-à-dire, de travailler en relation avec la demande sociale.
44. Il a été convenu de poursuivre la consolidation des réseaux de Ministres oeuvrant dans le domaine des politiques sociales. A cet égard, ont été saluées les premières initiatives en Afrique et prochainement en Asie, ainsi que la consolidation de ce forum pour l'Amérique Latine. Par ailleurs, des liens ont été établis entre différents centres de recherche et les ministres présents en vue d'établir une relation de collaboration qui permette aux politiques sociales (particulièrement aux niveaux régional et sous-régional) d'avoir recours aux résultats des recherches en sciences sociales. Enfin, la nécessité de partager des expériences et de coordonner les ressources existantes doit s'étendre au niveau intercontinental, comme le montre l'exemple de l'Amérique Latine et de l'Afrique, qui peuvent collaborer sur plusieurs aspects de la vie sociale.
45. Il a été considéré nécessaire que l'UNESCO développe un programme de recherche qui couvre les dimensions sociales de l'intégration régionale et qui facilite aussi bien l'analyse que le dialogue autour de cette question. Ce programme cherchera à cartographier et à évaluer les progrès obtenus par les organismes régionaux concernant le développement d'une dimension de politique sociale dans leurs projets d'intégration. Dans le souci de promouvoir la dimension sociale de l'intégration régionale, ce programme favorisera un dialogue interrégional ainsi que des processus d'échange d'information et de renforcement des capacités entre les régions. Ces initiatives pourront être réalisés aux différents niveaux qui comptent des fonctionnaires des organismes d'intégration, des membres de la communauté académique et de la société civile.
46. Il a été estimé nécessaire de développer des mécanismes de participation de la société civile ou des communautés dans l'élaboration des politiques publiques, ainsi que de favoriser la conscientisation des acteurs sur l'importance de promouvoir l'interface entre production et utilisation des savoirs.
47. Il importe par ailleurs de souligner le rôle fondamental des organisations internationales dans la promotion de l'interface entre politiques publiques et sciences sociales. Il a été convenu que c'est avec la collaboration des organisations du système des Nations Unies et des autres institutions internationales pertinentes, que pourra être approfondie l'analyse de la fracture séparant les deux domaines, et que pourront être trouvées les solutions adéquates pour bâtir les mécanismes permettant de surmonter au mieux ces obstacles.

48. Enfin, les débats sur la question du développement humain face aux nouvelles réalités générées par la mondialisation ont mis en évidence la nécessité de repenser cette question à l'aune de l'objectif d'atteindre des sociétés plus égalitaires et équitables, qui se caractérisent par l'affirmation de la citoyenneté et le renforcement de la démocratie. Les rapports sur le développement humain et sur le développement mondial, ainsi que le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, constituent des avancées concrètes issues de la coopération fructueuse entre les organismes des Nations Unies et le monde de la recherche sociale.

Section III - Conclusions

49. Les différents débats qui se sont tenus dans le cadre du Forum réaffirment la nécessité de l'articulation entre politiques publiques et sciences sociales. L'intégration entre l'action des décideurs et la réflexion des chercheurs en sciences sociales est nécessaire pour agir plus efficacement face aux problèmes complexes qui affectent la communauté internationale et en particulier les secteurs les plus vulnérables.
50. Toutefois, le Forum a permis de dégager des réflexions d'un grand nombre de participants une certaine opacité et un certain pessimisme quant à l'articulation entre les deux domaines. La difficulté de trouver des noeuds d'articulation est révélatrice à elle seule de l'existence de facteurs structurels qui entravent l'intégration de ces deux dimensions, et qui doivent à cet égard être abordés tant par les responsables politiques que par le monde académique.
51. Dans tous les cas, il a été communément admis que la mondialisation a généré de nouvelles problématiques sociales qui transcendent les réalités nationales. Les migrations, la dégradation de l'environnement, le narcotrafic, l'exploitation sexuelle commerciale des enfants sont autant de problèmes sociaux dont l'explication et la description dépassent le contexte national. A cet égard, c'est un défi fondamental des sciences sociales que de contribuer à la construction de politiques sociales régionales et internationales.
52. Plus spécifiquement, la création d'une interface entre politiques et sciences sociales devra servir prioritairement à trouver des solutions communes et coordonnées aux problèmes les plus urgents et dramatiques auxquels sont actuellement confrontées nos sociétés, tels que la faim et la pauvreté, les déficiences du système d'éducation et de santé, ou encore la dégradation de l'environnement, qui constituent les cinq domaines auxquels renvoient les huit Objectifs de Développement du Millénaire.
53. L'intégration économique peut aider à résoudre certains problèmes relatifs à la compétitivité, à la croissance, et au développement des pays, mais ce n'est pas suffisant. La dimension sociale et culturelle de l'intégration est nécessaire. C'est pourquoi les importants processus d'intégration régionale qui ont été enclenchés et qui se consolident sur plusieurs continents requièrent la construction de politiques sociales intégrées permettant de combattre l'exclusion sociale. Dans ce sens, les outils qu'apportent les sciences sociales, en termes de méthodes et de contenus, sont indispensables.
54. Il importe d'aborder la politique sociale dans une perspective plus large et intégrale, où l'État, le secteur académique, la société civile et les organismes internationaux créent des synergies afin d'articuler les politiques et les sciences sociales. Dans ce sens, l'université a été identifiée comme l'une des instances les plus à même de produire des connaissances qui alimentent la construction de politiques publiques.
55. Un large consensus a émergé autour de la nécessité de renforcer les espaces de participation citoyenne aux niveaux local, régional et national autour de l'identification, de la formulation et de l'évaluation des politiques destinées à faire face

aux problèmes et déséquilibres sociaux. À ce sujet, différents modèles de “bonnes pratiques” ont été signalés, qui devraient faire l’objet d’un recensement systématique pour permettre leur ample diffusion.

56. De l'ensemble des expériences nationales et régionales présentées lors des ateliers du Forum on peut extraire d'autres “noeuds” ou *ponts* d'articulation entre politiques publiques et sciences sociales :
- a. La relation entre *information* et *gestion* de programmes et de projets qui peut se concrétiser à partir de processus et d’approches du type recherche-action, par exemple par des diagnostics participatifs pour la formulation de politiques.
 - b. L'identification et la communication d'expériences concrètes dans des cas analogues – *bonnes pratiques* – qui permettent d'enrichir les possibilités de décision des responsables politiques dans la construction d'une décision de consensus politique déterminée.
 - c. L'évaluation des politiques publiques comme processus de recueil, de traitement et d'analyse d'information avec pour finalité, non seulement la transparence et la responsabilisation, mais surtout l'apprentissage en vue de la rétro-alimentation et de la redéfinition des politiques et de l'espace social et institutionnel dans lesquelles elles s'exercent. Le cas de l'expérience chilienne présentée dans le cadre de l'atelier “Quel type de liens pour quel type de politiques ? Etude comparée de politiques publiques dans cinq champs d'intervention publique au Chili”, est à cet égard tout à fait pertinent.
 - d. L'utilisation des systèmes d'information existants – et/ou le développement de nouveaux – dans l'identification, la formulation ou le suivi des décisions de politique nationale et régionale.
 - e. La constitution d'“équipes de pensée”, d'observatoires nationaux et de centres de recherche pour la communication et la diffusion des politiques, l'établissement de réseaux de savoirs, et l'accompagnement de décisions spécifiques de politique publique.
57. Utiliser les conclusions et l'information qui résultent d'espaces comme ce Forum et les associer aux décisions et aux accords des Forums Régionaux de Ministres du Développement Social, ainsi que des organisations académiques, constitue sans aucun doute une stratégie d'articulation concrète pour l'interface entre politiques et sciences sociales.
58. Dès lors, il a été soutenu que la coopération internationale a un rôle fondamental à jouer pour aider à consolider ces mécanismes et ces espaces, favoriser les dialogues internationaux, renforcer les capacités de la recherche en sciences sociales, et financer la recherche scientifique sensible aux enjeux des politiques publiques, plus particulièrement pour les pays en voie de développement. A également été soulignée l'importance de notifications et d'appels d'offres transparents pour l'élaboration de projets de recherche commandés par des organismes chargés de la mise en œuvre des

politiques. Enfin, il apparaît nécessaire de développer des lignes publiques ou privées de financement, transparentes et accessibles démocratiquement, ainsi que de renforcer les programmes d'extension aux universités qui oeuvrent à la réalisation de ces objectifs.

59. En vue de la réalisation des objectifs précédents, il a été convenu de solliciter auprès des banques de développement régional, des agences multilatérales, des organismes de coopération internationale et des gouvernements le soutien financier nécessaire pour mener à bien ces initiatives.

Déclaration de Buenos Aires en faveur d'une nouvelle approche des interfaces entre politiques et sciences sociales

Nous, participants au Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, qui a rassemblé pour la première fois des spécialistes des sciences sociales et des décideurs venus de plus de 80 pays de toutes les régions du monde, ainsi que des représentants d'organismes des Nations Unies, d'universités, de gouvernements et de tout l'éventail des interventions scientifiques et politiques, réunis lors de la séance plénière de clôture, à Buenos Aires, le 24 février 2006, après quatre jours de débats organisés dans les villes de Buenos Aires, Rosario, Córdoba et Montevideo.

Nous inspirant de la Déclaration de Copenhague sur le développement social, adoptée en 1995, ainsi que de la Déclaration du Millénaire adoptée par l'Organisation des Nations Unies, du Document final du Sommet mondial de 2005, et des rapports de référence sur le développement humain, le développement mondial et les inégalités établis par les organismes des Nations Unies et par la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.

Prenant note de ce qu'exigent de la recherche en sciences sociales aussi bien les objectifs de développement social définis par la communauté internationale que l'impulsion donnée par les documents et initiatives précités.

Prenant en considération la Déclaration de Budapest sur la science et l'utilisation du savoir scientifique, qui souligne la nécessité de renforcer le dialogue entre science et société, ainsi que les Déclarations de Lisbonne et de Vienne sur les sciences sociales, qui soulignent la contribution indispensable des sciences sociales aux objectifs de développement social définis par la communauté internationale.

Considérant les multiples rapports des Nations Unies qui ont mis en évidence la forte croissance des inégalités au sein de chacun des pays et entre eux, et *très préoccupés* de ce que la portée universelle des droits humains, de la dignité humaine, de la justice soit, dans bien des cas, érodée sous la pression des transformations sociales et économiques contemporaines.

Partant du principe que les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement convenus au niveau international, expressions ambitieuses d'une éthique renouvelée, constituent aussi le socle minimal compatible avec les valeurs proclamées de la communauté internationale, et *affirmant* que l'absence d'avancées sérieuses vers la réalisation de ces objectifs aurait des coûts énormes en vies humaines comme en matière de qualité de la vie et de développement social.

Convaincus que, pour relever les défis des Objectifs du Millénaire pour le développement, on ne saurait se passer de vision morale et de volonté politique, et que pour y parvenir, il est nécessaire de disposer de savoirs nouveaux déployés de manière innovante tout en utilisant mieux les savoirs qui existent et que, à cet égard, les sciences sociales ont une contribution essentielle à apporter à la formulation des politiques de développement.

Constatant que le bien-être humain, le développement social et économique, la réalisation de la cohésion sociale et la consolidation de la gouvernance démocratique exigent des réponses à la faim et à la pauvreté, au défaut d'éducation, à la mauvaise santé et à la dégradation de

l'environnement, qui sont les cinq domaines auxquels se rapportent les huit Objectifs du Millénaire pour le développement. Aucun de ces domaines ne relève exclusivement des sciences sociales, mais sans celles-ci, aucun n'est pleinement intelligible ou accessible à l'action.

Affirmant ainsi notre conviction qu'un meilleur usage de sciences sociales rigoureuses peut conduire à des politiques plus efficaces et que, pour ce faire, il faut renforcer les liens entre sciences sociales et politiques en faveur du développement social et économique. Car les connaissances que cherchent les sciences sociales sont précisément celles dont l'action publique a besoin. Le monde a besoin de nouvelles formes d'interaction entre sciences sociales et action publique - et d'espaces innovants qui les rendent possibles.

Nous félicitant de l'initiative par laquelle l'UNESCO, le Gouvernement argentin et le Gouvernement uruguayen ont impulsé le processus qui a conduit au Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, c'est au vu de ces préoccupations urgentes que nous formulons les recommandations suivantes et les portons à l'attention de la communauté internationale :

1. Nous encourageons fortement l'UNESCO à renforcer cette initiative et à favoriser des initiatives similaires aux niveaux international et régional, à l'invitation de ses États membres et en coopération avec les autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies.
2. Nous appelons l'UNESCO, dans le cadre du programme « Gestion des transformations sociales » (MOST) et en étroite coopération avec les autres organisations, instituts, fonds et programmes du système des Nations Unies, à étudier les moyens de renforcer les synergies et les complémentarités entre les différents programmes de recherche finalisée en sciences sociales qui existent actuellement dans l'ensemble du système des Nations Unies, d'une part, et dans les organisations internationales de sciences sociales et les sociétés civiles, d'autre part.
3. Dans le respect de l'autonomie de la recherche en sciences sociales, nous encourageons la création de nouveaux réseaux qui rassemblent décideurs, chercheurs, organisations non gouvernementales et associations de terrain autour de leur souci commun des exigences urgentes du développement social et économique.
4. Nous rappelons l'existence de forums des ministres du développement social aux niveaux régional et sous-régional dans les pays en développement et suggérons que soient créées et consolidées des interfaces permanentes entre ces forums et les réseaux susmentionnés.
5. Nous suggérons donc que se tienne régulièrement le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, également appelé Processus de Buenos Aires, afin de formaliser et de promouvoir l'articulation au niveau international entre les deux genres de réseau.
6. Nous appelons les organisations régionales, dont le MERCOSUR, en association avec les chercheurs en sciences sociales et avec les sociétés civiles, à donner davantage d'ampleur aux dimensions sociales de l'intégration régionale, et appelons les Nations Unies à favoriser le dialogue interrégional sur les politiques sociales régionales.

7. Nous appelons les programmes de financement existants, notamment les organismes d'aide au développement et les banques de développement régionales et multilatérales, à participer à ces nouveaux espaces de dialogue.
8. Nous appelons également les organismes de financement nationaux, régionaux et des Nations Unies à mettre un accent particulier dans leur programmation sur le développement et sur le renforcement des capacités de recherche en sciences sociales dans les pays en développement, en portant à l'Afrique une attention particulière, et à financer des recherches en sciences sociales pertinentes pour l'action publique.
9. Nous appelons en outre les gouvernements à soutenir la recherche en sciences sociales et à s'appuyer sur les données issues de cette recherche pour la formulation de leurs politiques sociales et économiques.
10. Nous soulignons que la mise en oeuvre de ces recommandations exige non seulement des mécanismes pertinents de financement mais aussi des structures institutionnelles appropriées, qui soutiennent à la fois les capacités de recherche et la diffusion des résultats des sciences sociales. Nous invitons à oeuvrer dans ce sens toutes les communautés universitaires, les sociétés civiles, les organisations non gouvernementales, les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organismes de financement et tous les autres acteurs concernés.
11. Nous appelons tous les organismes nationaux et des Nations Unies participant au Forum à assurer la diffusion de la présente déclaration et des travaux du Forum auprès de toutes les parties susceptibles de contribuer à la mise en oeuvre des présentes recommandations.

Nous tenons enfin à remercier de leur contribution majeure au succès du Forum et de leur chaleureuse hospitalité les Gouvernements argentin et uruguayen, ainsi que les villes et les universités de Buenos Aires, de Montevideo, de Rosario et de Córdoba. Nous exprimons notre gratitude aux différentes organisations qui ont contribué à cet effort, en particulier à l'UNRISD, au Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, à l'OIT, à la Banque mondiale, à l'UNU-CRIS, au Conseil international des sciences sociales et aux réseaux régionaux de sciences sociales.